

Introduction : L'Europe est l'espace où le nombre de frontières et de dyades est le plus dense au monde (28% des dyades pour 3 % de la surface de la planète). Si certaines frontières sont parmi les plus anciennes de la planète comme la frontière entre l'Espagne et le Portugal, la majorité des frontières européennes sont récentes et sont apparues après 1991. Les 27 pays de l'Union Européenne forment une entité politique supranationale qui remet en question le sens premier des frontières d'un État : celui d'une séparation entre deux entités politiques.

Problématique : quels sont les formes, fonctions et enjeux géopolitiques des frontières internes et externes de l'Union Européenne ?

I. Venir en Europe, passer la frontière.

A. Les enjeux de l'espace Schengen.

La naissance de l'espace Schengen : L'espace Schengen, entré en vigueur en 1995, comprend les territoires de 27 États européens (23 États membres de l'Union Européenne, et 4 États associés), et le territoire de Gibraltar. L'espace Schengen fonctionne comme un espace unique en matière de voyages internationaux et de contrôles frontaliers. Une fois entré dans un des pays de l'espace, le franchissement des frontières intérieures s'effectue librement, sans passeport, sans contrôle. L'espace Schengen ne supprime pas les frontières qui existent toujours juridiquement, mais leur fait perdre une partie de leur fonction et dresse une frontière extérieure commune unique.

Un espace de libre circulation : L'espace Schengen permet de mettre en œuvre un principe européen fondamental, celui du marché commun défini par l'article 26 du traité de l'UE indique que : « *le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des traités* ». Cette libre circulation des personnes a permis une augmentation importante des mobilités intra-européennes. Les programmes européens cherchent à développer ces mobilités. C'est le cas du programme Erasmus qui a permis depuis sa création en 1987 à plus de 10 millions de personnes d'étudier, de faire un stage, de travailler à l'étranger. Les accords Schengen ont aussi permis la mise en place d'une immigration européenne entre les états membres. L'Allemagne, la Suisse ou encore l'Autriche font parties des pays qui accueillent le plus d'immigrés européens.

Une remise en cause de l'effacement des frontières : le maintien et le contrôle des frontières internes est devenu un débat politique entre les pays européens : certains pays comme la Hongrie, située le long de la frontière extérieure, remettent en cause l'espace Schengen et ont fait de la question migratoire un débat politique central. Plusieurs états ont déjà rétabli temporairement leurs frontières entre pays membres depuis 2015 : la France, le Danemark, l'Autriche ou encore l'Allemagne. Il s'agit pour ces pays de lutter contre le terrorisme, de limiter la tension migratoire ou encore de lutter contre la Covid-19. Ces pratiques, bien que parfaitement légales, remettent en cause les principes et l'esprit de l'espace Schengen.

B. Une frontière commune pour protéger l'Union Européenne, Frontex.

Frontex : Pour faire face aux questions migratoires devenues centrales et conflictuelles au sein de l'Union Européenne, l'agence européenne Frontex, créée en 2004, a vu son poids renforcé en 2016. Chargée de la surveillance des frontières extérieures de l'Union Européenne, Frontex est devenue aussi responsable des garde-côtes et des garde-frontières. Elle intervient notamment en Méditerranée où son action a pour conséquence de rendre plus difficile les traversées clandestines, accentuant la mortalité dans cet espace qui est l'un des plus dangereux au monde pour les réfugiés. Les migrants et réfugiés pris en charge sont alors identifiés et filtrés dans des « hotspot » en Grèce et en Italie. Mais la question de leur répartition est toujours source de conflits entre les pays européens.

La politique de voisinage : L'Union Européenne a aussi associé depuis 2004 les pays extérieurs à la gestion des frontières européennes, créant une politique européenne de voisinage. L'Union Européenne aide les pays extérieurs pour la mise en place de mesures de contrôle des flux migratoires et pour leur développement économique et leur sécurité. La politique européenne de voisinage (PEV) se fait avec :

- Les pays du Sud autour du bassin méditerranéen : stabiliser la Méditerranée par le renforcement des relations entre les états (Union Européenne + l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, l'Autorité palestinienne, Syrie suspendue)
- Les pays de l'Est (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine, Biélorussie suspendue).

En 2015, pour faire face à la crise migratoire majeure, l'Union Européenne a signé avec la Turquie un accord pour que le pays prenne mieux en charge le contrôle de la frontière et accueille tous les migrants illégaux venus de son territoire et arrêtés en Grèce. En retour, l'UE s'est engagée de son côté à financer à hauteur de 6 milliards d'euros l'accueil et l'accompagnement des réfugiés sur le sol turc. De nombreuses associations ont dénoncé cet accord qui a été plus ou moins bien appliqué, le gouvernement turc utilisant souvent la pression migratoire comme outil de négociation avec l'UE.

C. La politique migratoire de l'Union Européenne en débats.

La multiplication des murs : La fermeture des frontières extérieures est une conséquence de l'espace Schengen et est devenue source de débats depuis les années 2010. La multiplication de conflits, notamment dans le cadre des printemps arabes de 2011, a jeté sur la route des millions de réfugiés qui ont cherché refuge en Europe, aboutissant à une crise migratoire majeure qui a culminé en 2015. Le long des frontières terrestres extérieures à l'Union Européenne, les pays membres ont multiplié les murs et barbelés pour freiner l'immigration, les caméras thermiques, les surveillances par drone, amenant à une barriérisation de la frontière. Les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, les frontières avec la Turquie, la Serbie se sont fermées.

Un traitement de la question migratoire en débats : En 2019, l'Union Européenne a décidé de doter l'agence Frontex de près de 10 000 agents chargés d'assurer le contrôle des frontières, la gestion des migrations et la lutte contre la criminalité transfrontalière. D'ici 2027, l'agence Frontex pourra acquérir ses propres navires ou avions et conclure de nouveaux accords avec des pays hors-UE pour l'expulsion d'immigrés illégaux. Le renforcement de Frontex soulève cependant des inquiétudes en Espagne, en Italie, en Grèce et en Hongrie qui craignent que leur souveraineté soit menacée. Les associations d'aide aux migrants dénoncent de leur côté les pratiques de l'agence. En 2023, une enquête a été ouverte après la mort de plus de 600 migrants au large de la Grèce sur l'implication de Frontex, aussi accusée de

rejeter en mer les migrants plutôt que de leur venir en aide, en violation des accords internationaux et de la mission de l'agence.

II. Les frontières d'un état adhérent : l'Allemagne.

A. Un pays aux frontières mouvantes.

Des frontières en mouvement : L'Allemagne est un état relativement jeune, fondé en 1871 à partir du royaume de Prusse. Acteur majeur des relations européennes et des conflits qui ont déchiré l'Europe du XXe s, l'Allemagne a vu ses tracés frontaliers fréquemment modifiés en 1919, 1938, 1939, 1945 et 1990. Pays situé au cœur de l'Europe, l'Allemagne possède des frontières terrestres avec neufs pays (dont huit membres de l'Union Européenne : Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Autriche, République Tchèque et Pologne + Suisse), auxquelles il faut ajouter les frontières maritimes avec deux autres pays, le Royaume-Uni et la Suède.

Une frontière interne à gommer La particularité de l'Allemagne est de posséder une ancienne frontière interne qui la divise profondément aujourd'hui encore. En effet, de 1949 à 1990, l'Allemagne est divisée en deux pays, la RFA et la RDA. Ces deux pays connaissent une évolution économique différente, avec d'importantes difficultés pour la RDA. A partir de 1990, l'Allemagne réunifiée investit plus de 2000 milliards d'euros dans les Länder de l'est, pour permettre un rééquilibrage économique et une disparition de la frontière interne. Plus de 30 ans après, malgré ces aides, des disparités demeurent entre l'Est et l'Ouest.

B. Rôles et fonctions des frontières.

Des frontières devenues des interfaces économiques majeures : située au cœur de l'Union Européenne et de l'espace Schengen, l'Allemagne a donc des frontières ouvertes. Le pays, première puissance européenne, est un moteur économique et ses frontières jouent un rôle d'interface économique majeur (bande de contact entre deux espaces de nature différent, engendrant des échanges entre ces deux espaces). Le Rhin et le Danube, les deux principaux fleuves qui sillonnent l'Europe, servent de voies de communication vers les ports européens, notamment Rotterdam. Le gouvernement allemand a largement développé les coopérations transfrontalières puisqu'aujourd'hui, le pays possède 25 eurorégions et 10 parcs naturels transfrontaliers, faisant de l'Allemagne le champion incontesté des coopérations transfrontalières. Les déplacements sont particulièrement nombreux car les populations des pays frontaliers viennent en Allemagne profiter d'avantages comparatifs : des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, une protection sociale plus intéressante.

Une frontière pour protéger ? Durant la crise migratoire de 2015, l'Allemagne a été un des principaux hôtes des populations fuyant la guerre en Syrie et en Afghanistan. Le pays a accueilli près de 1,2 millions de réfugiés. La question migratoire est devenue un enjeu politique puisque le pays a du temporairement rétablir les contrôles aux frontières de son territoire afin de contrôler le flux toujours plus important de réfugiés. La crise a abouti à l'émergence d'un parti politique anti-migrants et raciste, l'AFD, qui est devenu un acteur majeur de la scène politique allemande. Les tensions liées au conflit russo-ukrainien ont aussi poussé les Allemands à repenser les enjeux stratégiques de protection de son territoire, notamment le long de la frontière germano-polonaise (ligne Oder-Neisse).

III. Passer et dépasser la frontière au quotidien.

A. Comprendre le fonctionnement d'un espace transfrontalier.

Le marché commun et les déplacements : L'Europe est le continent qui possède le plus grand nombre de frontières : 20 000 kms de frontières terrestres internes à l'Union Européenne. La construction européenne a permis l'ouverture des frontières entre les pays membres, notamment dans le cadre du Marché Commun. Les espaces transfrontaliers sont donc un enjeu majeur pour l'Union Européenne. Ils représentent 40 % du territoire et concernent 1 européen sur 3.

Des relations souvent asymétriques : un espace transfrontalier repose avant tout sur un différentiel entre deux territoires : un plus riche ou plus dynamique, générant plus d'emplois... Les relations entre les espaces transfrontaliers sont donc souvent asymétriques. Les échanges entre ces espaces sont de natures diverses : marchandises, flux financiers, populations. Parmi ces échanges, les mobilités pendulaires sont les plus nombreuses. Pour ces travailleurs transfrontaliers, la frontière sépare leur lieu de vie de leur emploi. Dans l'Union Européenne, ils sont près de 2,1 millions à traverser au moins une fois la frontière par semaine pour travailler. La France est le pays le plus concerné (20% du total européen).

B. L'Union Européenne, acteur majeur du dépassement de la frontière.

Les espaces transfrontaliers européens : avec la libre circulation des personnes et des marchandises, des processus de développement de gouvernances communes des espaces transfrontaliers se sont multipliés. Les espaces transfrontaliers qui se sont développés bénéficient du soutien de l'UE via les programmes INTERREG ou encore le GECT (Groupement Européen de Coopération territoriale). Au total, l'Union Européenne a financé les programmes transfrontaliers et interrégionaux à hauteur de 26 milliards d'€ entre 2014 et 2020. Ces organisations prennent des formes différentes :

- Les eurorégions : ce sont des organisations transfrontalières réunissant au moins deux régions frontalières de pays européens (eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre)
- Les Eurodistrict qui regroupent des communes frontalières appartenant généralement à une même agglomération (Eurodistrict Strasbourg Ortenau).

La Grande Région, laboratoire de l'intégration européenne : La Grande Région est un espace transfrontalier qui regroupe près de 12 millions d'habitants dans 6 territoires issus de 4 pays :

- Les *Länder* de Sarre et de Rhénanie-Palatinat (Allemagne)
- La Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique (Belgique)
- L'intégralité du Grand-Duché du Luxembourg (Luxembourg)
- La Lorraine intégrée dans la région Grand Est (France).

L'objectif de cette Grande Région est d'être un laboratoire de l'intégration européenne avec des projets dans les domaines des mobilités, mais aussi autour de programmes liés à l'éducation, au tourisme, à la culture, à l'environnement.... Ainsi, depuis 2003, le programme Schuman permet aux élèves d'une école de séjourner pendant deux semaines dans l'établissement d'un autre pays pour favoriser le développement d'une culture transfrontalière.

Un lycée germano-luxembourgeois baptisé Schengen a également vu le jour en 2007 dans la ville allemande de Perl et vise à favoriser l'acquisition de compétences linguistiques pour une meilleure insertion sur le marché du travail.

Conclusion : L'Union Européenne est avant tout une construction unique et originale qui met en avant son absence de frontières internes : le principe européen de libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux prévaut et prend d'ailleurs forme dans les espaces de coopération transfrontaliers. Les frontières externes de l'espace européen tendent à être renforcées par un contrôle accru et des moyens plus sécuritaires (Frontex). Ces espaces sont des interfaces particulièrement dynamiques qui participent au développement d'une intégration européenne plus poussée. L'exemple de l'espace Schengen permet de saisir une double logique : celle de l'effacement des frontières intérieures et celle de l'existence de frontières extérieures avec le monde. C'est cette double logique qui fait débat dans la poursuite de la construction de l'UE.